

## Non à un troisième mandat sur le continent en discussion à Niamey

BBC Afrique, 3 octobre 2019 Plusieurs anciens chefs d'États, des constitutionalistes de renommée mondiale sont à Niamey dans le cadre d'une Conférence internationale sur le Constitutionalisme et la Consolidation de la Démocratie en Afrique.

Nicéphore Soglo du Bénin, Goodluck Jonathan du Nigeria, Mahamane Ousmane, ancien président du Niger, ainsi que l'ancienne présidente du Liberia Ellen Johnson Searlef sont invités à la réunion. Le chef de l'État nigérien Issifou Mahamadou Hôte du sommet a réaffirmé son engagement à ne pas se représenter lors d'élections présidentielles de 2021. « Je respecterai scrupuleusement les dispositions de la République du Niger. Mon désir le plus ardent est de passer le pouvoir en 2021 à un successeur démocratiquement élu, ce sera une première dans notre pays depuis son accession à l'indépendance ». A déclaré le président Issifou Mahamadou. Tout en faisant remarquer qu'en Afrique, 35 pays ont limité les mandats, 12 n'ont aucune limitation, six ayant aboli la limitation et deux ayant modifié la limitation Issifou Mahamadou a ajouté que « le peuple aspire au changement de manière périodique et la limitation de mandats lui offre cette opportunité ». Selon un participant, l'objectif de la rencontre de Niamey est d'amener les dirigeants africains notamment ceux de la sous-région à éviter de modifier la constitution de leur pays pour s'attacher au pouvoir. Un signal fort pour dissuader certains présidents de la sous-région qu'il "y a une vie après la présidence" dira le participant. Les discussions qui dureront trois jours, sont organisées par le National Democratic Institute (NDI) en partenariat avec Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), Africa Forum et la Fondation Koffi Annan. Le Niger se prépare à des élections présidentielles en 2021 au cours desquelles interviendra pour la première fois, une passation du pouvoir entre deux présidents élus démocratiquement.